

Au service de la société civile (*)

Carlos Alberto Afonso

août 1995, octobre 1996

Dans la nuit du 22 décembre 1988, le leader écologiste brésilien Chico Mendes était assassiné par des propriétaires terriens à Xapuri, dans l'Etat d'Acre. Sabotage ou pas, cette nuit-là, il était presque impossible d'utiliser le téléphone ou le télex à partir de Xapuri. Malgré cela, en moins d'une heure, la tragique nouvelle parvenait aux salles de rédaction des journaux de Rio de Janeiro et de Sao Paulo ainsi qu'à l'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (Ibase), une ONG qui utilisait un service de courrier électronique à caractère communautaire, Alternex.

En quelques minutes, à partir d'Alternex et via le système PeaceNet de Californie, un message était lancé au monde entier ainsi qu'une demande de soutien à toutes les ONG engagées dans la défense de l'environnement pour faire pression sur le gouvernement brésilien, afin qu'il recherche et punisse les assassins. En quelques heures, avant même la diffusion de la nouvelle par les journaux télévisés et par la presse écrite, le gouvernement de Brasilia commençait à recevoir une véritable avalanche de télégrammes et de télécopies de protestation émanant d'organisations écologistes de dizaines de pays. Cette rapidité dans la dénonciation et la pression internationale ne furent possibles que grâce à l'agilité du courrier électronique. L'assassinat de Chico Mendes ne resta pas, comme hélas ! tant d'autres, ignoré. Ses tueurs furent arrêtés et condamnés.

Le 3 juin 1992 commençait à Rio-de-Janeiro la grande conférence internationale dite "Sommet de la Terre". Pour la première fois, une conférence de l'ONU ouvrait un espace important de participation à des milliers d'ONG. Pour la première fois également, une réunion de l'ONU mettait sur pied un service international d'échanges d'informations via les ordinateurs conçu, monté et manipulé par les ONG elles-mêmes, garantissant des connexions internationales avec des systèmes d'informations sur l'environnement et le développement humain sur des réseaux comme Internet (International Network of Computers)¹. A travers ce service, tous les documents officiels de la conférence en trois langues (anglais, espagnol et français) furent diffusés dans le monde entier.

L'après-midi du 3 octobre 1993, trois syndicalistes russes s'opposèrent efficacement à une attaque contre l'immeuble de la télévision de Chabolovskaia, à Moscou. Arrêtés par la police, ces trois hommes, MM. Alexander Segal, Boris Kagarlitsky et Vladimir Kondratov (dirigeants du Parti du travail), furent brutalisés et, dans la situation de crise politique que connaissait alors la Russie, privés des garanties juridiques élémentaires. Leurs familles n'apprirent leur arrestation que le lendemain, grâce au message d'un autre détenu. La nouvelle parvint alors à la Confédération générale des syndicats de Moscou ; son vice-président, M. Vassily Balog, décida immédiatement d'utiliser le courrier électronique pour déclencher une campagne internationale et faire libérer les syndicalistes.

Par le biais du réseau Glasnet, M. Balog envoya un message en demandant que les associations, les syndicats et les citoyens du monde entier fassent pression sur les

¹ Sur le réseau Internet, lire Herbert I. Schiller et Asdrad Torres, "Les empires multimédias en quête de nouveaux marchés", *Le Monde Diplomatique*, Paris: mars 1994. Lire aussi *Libération*, Paris: 13 juin 1994, et *Le Monde*, Paris: 15 juin 1994.

autorités russes. Il donnait le numéro de téléphone du commissariat moscovite et étaient détenus les trois syndicalistes. Quelques minutes plus tard, le téléphone du commissariat se mit à sonner; des gens, des associations, des syndicats du Japon, des Etats-Unis, des pays d'Europe et du reste du monde protestaient contre ces arrestations arbitraires. La pression fut telle que, quelques heures plus tard, la police se résignait à libérer les syndicalistes.

Ces trois événements, choisis parmi beaucoup d'autres, sont trois exemples d'utilisation politique, par la société civile, des réseaux électroniques d'informations. Ici, les acteurs principaux ne sont pas des banques, de grandes entreprises transnationales ou de grands conglomérats de communication. Les messages échangés ne sont ni des transactions financières ni des transactions commerciales. Les acteurs sont des ONG, et l'objectif des communications est de défendre les droits des citoyens. Dans les trois cas, les ONG ont eu recours au réseau mondial de l'Association for Progressive Communications (APC).

Depuis le milieu des années 80, les ONG de plusieurs pays se sont mobilisées pour mieux échanger des informations. Le saut technologique ayant favorisé la mise au point d'ordinateurs d'utilisation facile a permis une véritable démocratisation des outils informatiques. L'apparition du micro-ordinateur a mis à la portée des associations, même modestes financièrement, le pouvoir des super-ordinateurs de la décennie précédente.

En même temps, se développaient (et se démocratisaient en raison de la chute rapide des prix) des dispositifs numériques permettant de connecter n'importe quel ordinateur à une ligne téléphonique ordinaire et, à travers elle, d'envoyer et de recevoir des informations via les modems². Il est possible de transmettre 20 ou 30 pages de texte par minute en utilisant cette technique entre, par exemple, San Francisco et Rio de Janeiro ou entre Paris et Managua; un débit bien supérieur à celui que permet l'actuelle technologie des télécopieurs, et pour moins cher parce que cela s'effectue souvent au prix d'une liaison téléphonique locale. La disponibilité croissante de ces technologies a encouragé des milliers d'organisations et d'individus à développer des systèmes d'échanges de messages et à constituer de nouvelles communautés virtuelles militantes.

Il existe des dizaines de milliers de petits systèmes. Ils sont désignés par le sigle anglais BBS (Bulletin Board System). Quelques-uns de ces BBS fonctionnent sous forme de réseau international permanent de façon automatique, constituant de véritables réseaux alternatifs; l'exemple le plus significatif est le réseau mondial Fidonet. L'évolution technologique et la baisse des coûts des équipements et des logiciels ont permis à de nombreux groupes d'écologistes de mettre sur pied leurs propres réseaux internationaux de communication. L'objectif était de constituer dans chaque pays des réseaux télématiques permettant l'échange de courrier électronique à une échelle relativement grande, avec pour objectif premier de servir les objectifs des associations de la société civile sans but lucratif, avec la plus grande qualité professionnelle et au plus bas coût possible.

Entre 1987 et 1990 sont ainsi apparus les réseaux IGC (Etats-Unis), Greenet (Royaume-Uni), Pegasus (Australie), Web (Canada), Nicarao (Nicaragua), Nordnet (Suède) et

2 Le modulateur-démodulateur (modem) est un appareil qui permet de transmettre des informations, sur une ligne téléphonique, d'ordinateur à ordinateur. La vitesse des modems accélère le volume des signaux transportés et la capacité de transmettre, en plus des textes, des sons et des images.

Alternex (Brésil), tous pilotés par des ONG qui collaborent entre elles pour tisser un maillage international et échanger, au moins deux fois par jour, des messages. Essentiellement, il s'agissait de diffuser des informations à caractère écologique. Un système coopératif de paiement des liaisons téléphoniques fut établi en fonction des ressources financières de chaque réseau participant.

En mai 1990, ces sept réseaux décidaient de créer formellement une coopérative internationale pour développer, dans d'autres pays, de manière décentralisée et solidaire, de nouveaux systèmes de communication avec des objectifs identiques. Naissait ainsi l'Association for Progressive Communications (APC), qui compte actuellement seize réseaux nationaux actifs: Sangonet (Afrique du Sud), Comlink (Allemagne), Wamani (Argentine), Pegasus (Australie), Alternex (Brésil), Web (Canada), EcuaneX (Equateur), Histrina (Slovenie), Greenet (Royaume-Uni), Laneta (Mexique), Nicarao (Nicaragua), Glasnet (Russie), Nordnet (Suède), Gluk (Ukraine), Chasque (Uruguay) et IGC (Etats-Unis), qui, à son tour, relie les réseaux Peacenet, Econet, Conflictnet, Labornet et Homeonet.

APC a, en outre, établi des accords de branchements avec des dizaines d'autres petits systèmes, notamment en Afrique et en Asie. Ainsi, de fort modestes organisations de pays souvent pauvres participent à ce réseau mondial d'échanges, de débats et de conférences électroniques.

Le réseau APC rassemble une communauté internationale virtuelle de quelque 20 000 organisations non gouvernementales de presque cent pays. Il favorise la tenue de centaines de conférences électroniques permanentes sur des dizaines de thèmes différents, ainsi qu'un service de courrier électronique (permettant d'ailleurs d'envoyer des messages directement d'ordinateur à télécopieur) et l'accès à des bases de données. Ce réseau constitue l'espace international le plus important et le plus dynamique en matière d'échanges d'informations et de débats politiques entre des ONG.

Grace au réseau APC, il se constitue, à travers le monde, des groupes de débats et de réflexion sur toutes sortes de thèmes qui intéressent le développement humain: travail, syndicalisme, environnement, droits de l'homme, urbanisme, enfance, santé, etc. Ces conférences sont reprises par chaque réseau national lié à APC, et chaque utilisateur reçoit le texte "en ligne" sur son ordinateur. Il peut participer au débat en écrivant sa propre réflexion, qui apparaît automatiquement sur les 20 000 ordinateurs de l'ensemble du réseau à travers le monde.

Les thèmes sont mis à jour quotidiennement, et les usagers de chaque pays n'ont pas à effectuer une connexion internationale pour participer activement à ces espaces de discussion, une simple liaison téléphonique locale suffit. Le réseau APC permet également d'avoir accès à des services d'information comme, notamment, ceux de l'agence Inter Press Service (IPS).

Le réseau APC est le principal fournisseur de services télématiques à l'adresse, en particulier, des organisations non gouvernementales. Il a joué ce rôle à Rio lors du "Sommet de la Terre" en 1992, et à Vienne, en 1993, lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme. Il souhaite le faire à l'occasion des prochaines grandes conférences pilotées par l'ONU: Conférence sur la population et le développement (Le Caire, septembre 1994); Femme et développement (Pékin, 1995); Sommet social (Copenhague, 1995). APC fournit toute la documentation nécessaire à la préparation de ces rencontres, appuie les débats préalables et assure le suivi de l'après-conférence.

APC a été conçu et s'est développé alors que, au sein de la communauté universitaire de l'hémisphère Nord, se généralisait l'usage du réseau mondial Internet. Ce réseau, créé en 1969 aux Etats-Unis par le Pentagone pour éviter toute rupture des communications en cas de guerre atomique, est formé de noeuds (des serveurs) reliés entre eux et n'a pas de centre; plus de vingt millions de personnes communiquent à travers Internet sur toute la planète.

La philosophie d'Internet est semblable à celle d'APC. C'est pourquoi certains réseaux liés à APC (Alternex, Glasnet, Greenet, IGC, Pegasus et Web) sont également membres d'Internet. Ainsi, les 20 millions d'utilisateurs d'Internet peuvent utiliser directement les services du système APC.

Chaque réseau relié à APC opère de façon autonome, avec ses propres ressources, et cherche à fonctionner de manière autosuffisante. Sur la scène politique internationale, le réseau APC est devenu un acteur capital et constitue désormais un média indispensable pour suivre les expériences de la société civile à l'échelle planétaire.

(*) Publié dans *Le Monde Diplomatique*, "Médias et Contrôle des Esprits", *Manière de Voir*, Paris: août 1995, pp.86-87. Republié dans un numéro spécial de *Manière de Voir*, octobre 1996.